

moyen a été appliqué pendant cinq ans à un état d'expansion économique. C'est ce que la *Free Press* de Winnipeg qualifie de grosse maladresse. Je donne lecture d'un paragraphe de l'éditorial où l'on rappelle assez longuement ce qui s'est produit. Voici :

Vers la fin de la seconde guerre mondiale, les gouvernements de tous les pays libres croyaient que le retour de la paix s'accompagnerait d'une grande crise économique, à moins qu'ils ne pussent la conjurer.

Je serais le dernier à les en blâmer. Je crois que ces mesures de précaution s'imposaient à l'époque. Mais poursuivons la citation :

La grosse maladresse a été commise à Washington, mais le gouvernement du Canada ne peut se soustraire à sa part de responsabilité. Lui aussi il a mal jugé la tendance économique; obsédé par la crainte de la déflation, il a hardiment annoncé, dans le fameux Livre blanc publié au printemps de 1945, qu'il ne négligerait aucun moyen de conjurer une autre crise économique.

Il a effectivement utilisé ces moyens d'année en année, quoi qu'on puisse dire. C'est là ce qu'on pourrait appeler l'inflation publique.

Il y a eu aussi un peu d'inflation d'ordre privé, celle qui, l'automne passé, a résulté de la libération du dollar, quand nous avons créé pour 200 millions de dollars d'inflation pure et simple, des devises qui ne correspondaient à rien. Ici encore je citerai la *Free Press* vu que mes vis-à-vis considéreront probablement ce journal comme une autorité acceptable :

Le gouvernement a dû mettre en circulation pour 200 millions de dollars de nouvelles devises.

Afin de satisfaire la demande des portefeuillistes américains en dollars canadiens.

Ce montant a été emprunté des banques privées, par contrat à court terme, ce qui revient à dire qu'il a été créé d'un trait de plume. La réserve monétaire déjà gonflée a ainsi reçu soudainement un apport de 200 millions.

Ces détails nous mènent à la session de l'automne dernier. Je n'oserais reprocher à qui que ce soit de n'avoir pu prévoir ce que ni moi ni personne n'aurions pu entrevoir. Il suffisait toutefois de bien peu de clairvoyance en septembre dernier pour comprendre que la situation devenait grave. Il me semble que, si le Gouvernement a négligé de prendre d'importantes mesures restrictives en septembre dernier, nous avons raison de le déplorer. En jetant un coup d'œil en arrière, je constate qu'on ne nous a pas dit, lorsque nous avons étudié ces questions à la session d'automne, que les circonstances étaient extrêmement critiques. Le Gouvernement a pris certaines décisions mais il ne semblait pas y avoir extrême urgence. Nous récoltons aujourd'hui les fruits de cette attitude.

[M. Macdonnell (Greenwood).]

Ces considérations m'amènent au discours qu'a prononcé cet après-midi le ministre du Commerce. Je veux m'arrêter à la dernière partie, dans laquelle il a traité de l'inflation, des prix et de leur réglementation. Un journaliste pourrait donner à ce discours un titre comme ceux-ci: "Nous avons manqué le bateau. Nous arrivons en retard. Nous ne pouvons plus maîtriser les prix. On a majoré les inventaires. Il nous faut attendre et espérer que les États-Unis nous aideront à sortir d'embarras." Je vais essayer d'établir que cela résume assez bien au moins certaines des remarques que le ministre a formulées cet après-midi.

Qu'on me permette de revenir sur les principaux points de son discours. Il nous a engagés à croire que le Gouvernement avait énergiquement tenté de combattre ce qu'il a appelé les causes profondes de l'inflation. Je voudrais pouvoir en convenir. Quoi qu'il en soit, voici ce que le ministre a dit :

Il nous faut plus que jamais continuer de combattre les causes profondes de l'inflation.

Notez bien ces mots "plus que jamais". Voyons en quoi consiste cette vigueur. Qui pourrait me dire qu'on a réellement fait quelque chose depuis septembre pour freiner la hausse? J'aimerais le savoir. Prenons d'abord les prêts bancaires. S'il le veut, le Gouvernement peut intervenir au sujet de ces prêts. Nous avons une banque centrale; nous pouvons exercer toutes sortes d'influences puissantes et avancer des propositions, mais jetons un coup d'œil sur les prêts bancaires. Ils démontrent amplement l'expansion du crédit. Au cours du dernier semestre de 1950, les prêts courants ont augmenté de quelque 300 millions de dollars et cela est peut-être au-dessous de la vérité. Je n'ai pas les chiffres de décembre, mais je crois que le montant des prêts est encore plus fort. Je n'en blâme pas les banques, car elles ne peuvent faire des perquisitions comme la Gestapo. A un emprunteur digne de confiance, la banque ne peut demander ce qu'il entend faire du prêt qu'il sollicite. Nous ne pouvons pas plus blâmer les emprunteurs car, après tout, ces gens sont dans les affaires. Si tous les autres achètent en y mettant le prix et qu'eux-mêmes n'achètent pas, ils devront bientôt fermer leurs portes. Il faut blâmer ceux qui sont à la source du crédit, ceux qui sont censés nous guider dans ce domaine: le ministère des Finances et la Banque du Canada. Mais, comme je l'ai démontré, la Banque du Canada et le Gouvernement s'empressaient, l'automne dernier, de mettre en circulation une nouvelle tranche de 200